

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



D.I.M./  
EA

**Acte n° : CO 2023-201**

**CONVENTION AVEC LA COMMUNE D'OLLIOULES RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT  
D'UN TROTTOIR AU BAS DES GORGES D'OLLIOULES SUR LA RDN8 du PR 20+430 au PR  
21+170 (HORS AGGLOMERATION )**

Entre :

**Le Département du Var** représenté par **Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var**, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n°G78 en date du 24 avril 2023

Le Président du Conseil départemental est représenté par Monsieur Ludovic PONTONE, conseiller départemental et président de la sous-commission "mobilités et infrastructures routières" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et

**La Commune d'Ollioules**, sise 7 avenue Général de Gaulle à Ollioules, représentée par **Monsieur Robert BENEVENTI, Maire**, habilité à cet effet par délibération n° du conseil municipal en date du

Ci-après désigné par « La Commune » d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

## **Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement**

Le Département du Var a prévu par délibération n° G26 du 24 janvier 2022, de procéder à l'aménagement d'un trottoir au bas des gorges d'Ollioules sur la section de la RD N8 entre le PR 20+430 et le PR 21+170 à Ollioules. Les travaux consistent à réaliser le trottoir en "stabilisé" pour la partie située dans le site classé du Baou des 4 Oures, et en "enrobé noir" du début des Gorges d'Ollioules jusqu'au hameau Le Trianon. Le renouvellement de la couche de roulement de la chaussée est également prévu.

L'objectif de cette opération est de requalifier et sécuriser la circulation piétonne entre le carrefour RD11/RDN8 et le club canin.

L'opération initialement prévue à un montant de 450 000€ a été revalorisée à 900 000€ après révision du projet avec la commune.

La RD N8 étant classée route à grande circulation, cette affaire est soumise à l'avis du Préfet.

## **Article 2. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir entre les deux collectivités, les modalités techniques, administratives et financières de réalisation de l'opération sous maîtrise d'ouvrage départementale.

## **Article 3. Pièces constitutives**

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : le plan de situation,
- Annexe 2 : le plan projet,
- Annexe 3 : le constat de réalisation des équipements,

## **Article 4. Nature des travaux**

Les prestations principales sous maîtrise d'ouvrage du Département pour la création d'un trottoir et le renouvellement de la couche de roulement de la chaussée sont les suivantes :

- installation, préparation et repliement de chantier
- signalisation de chantier (manuel, feux tricolore)
- fourniture, pose, dépose et gestion de "Beach Flag" et panneau d'information
- séparateurs mobiles plastiques
- réalisation de plan de récolement
- sondage et reconnaissance de réseaux
- travaux préparatoires
- voirie
- signalisation horizontale

## **Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux**

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux.

## **Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux**

### **- Phase réalisation :**

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier.

Le Département informe la Commune au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution.

Le Département invite la Commune à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

### **- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :**

La Commune participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

La Commune formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal.

## **Article 7. Approbation technique du projet**

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Commune pour ce qui concerne son domaine de compétence .

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par la Commune des documents concernés. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier nécessaire pour des considérations techniques est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme acceptée (acceptation tacite de la demande).

## **Article 8. Déroulement des travaux**

La Commune a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Commune tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualités, etc...) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du

DCE, ainsi que tous les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôle sont transmis à la Commune sans délai afin de permettre à la Commune une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Commune habilités informent le Département afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires et puisse pallier les défaillances constatés.

### **Article 9. Prescriptions techniques particulières**

Les travaux nécessaires pour l'aménagement décrit à l'article 4 ci-dessus sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

#### **- Signalisation du chantier :**

La signalisation du chantier est conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire).

#### **- Coordination de sécurité et protection de la santé :**

Le Département désigne un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé lors du lancement du chantier.

#### **- Occupation du domaine public départemental**

Le projet se situe sur l'emprise du domaine public départemental. Il ne nécessite pas d'acquisition foncière ni de permission d'occupation de la voirie.

Avant tout démarrage de travaux susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation de la RD11 et la RDN8, les tiers, intervenant pour le compte du Département, doivent obtenir les arrêtés temporaires de circulation nécessaires auprès du Président du conseil départemental, détenteur du pouvoir de police de la circulation hors agglomération sous réserve de l'avis du Préfet.

#### **- Achèvement et réalisation des travaux :**

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour la Commune, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : **monsieur le maire ou son représentant légal.**

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : **monsieur le chef du pôle territorial Provence Méditerranée ou son représentant légal.**

Le constat ne peut être signé qu'après la fourniture du DOE et du DIUO des ouvrages exécutés.

## **Article 10. Financement de l'opération**

### Estimation de l'opération :

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais du Département pour un montant estimatif de 900 000 € TTC.

La Commune à l'origine de la demande d'aménagements, participe à l'opération à concurrence de la somme de 150 000 €HT qui correspond forfaitairement au montant de l'aménagement du pluvial, des trottoirs et des réseaux, soustraction faite de ce qu'aurait payé le département en réalisant des accotements revêtus.

La Commune s'engage à adresser le titre de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

### Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

### Conditions de paiement :

Le versement par la Commune est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou le serait au prorata des travaux réalisés.

Le règlement de la participation financière de la Commune s'effectue selon les modalités suivantes :

**-100% du montant HT** versé à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3) de la présente convention, signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.

## **Article 11. Exploitation et entretien des ouvrages**

Conformément au règlement départemental de voirie en vigueur, le Département assure l'entretien relevant de sa compétence, à savoir la chaussée et sa structure comprenant un soutènement (talus en remblai).

La Commune assure l'entretien du trottoir ainsi que la végétalisation du talus.

## **Article 12. Conditions suspensives**

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par le Département de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,

- non respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

### **Article 13. Durée de la convention**

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature, sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec AR deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés.

La Commune et le Département se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois tant que les travaux n'ont pas démarré.

### **Article 14. Règlement des différends**

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site "www.telerecours.fr".

#### **A - Litiges**

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par la Commune et l'autre par le Département. Cette commission peut, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

#### **B - Responsabilités**

Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçons en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la Commune ne peut pas, ultérieurement, mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

#### **C - Recours suite aux travaux**

La Commune donne mandat au Département, dans le cadre des travaux prévus par la présente convention dont il a la maîtrise d'ouvrage, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises

susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant de l'usage communal. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

### **Article 15. Communication**

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

## **Article 16. Caractère exécutoire et notification**

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement à la Commune et au Département, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

**A Toulon, le**

**Pour la Commune  
Le Maire**

**Robert BENEVENTI**

**Fait à Toulon, le**

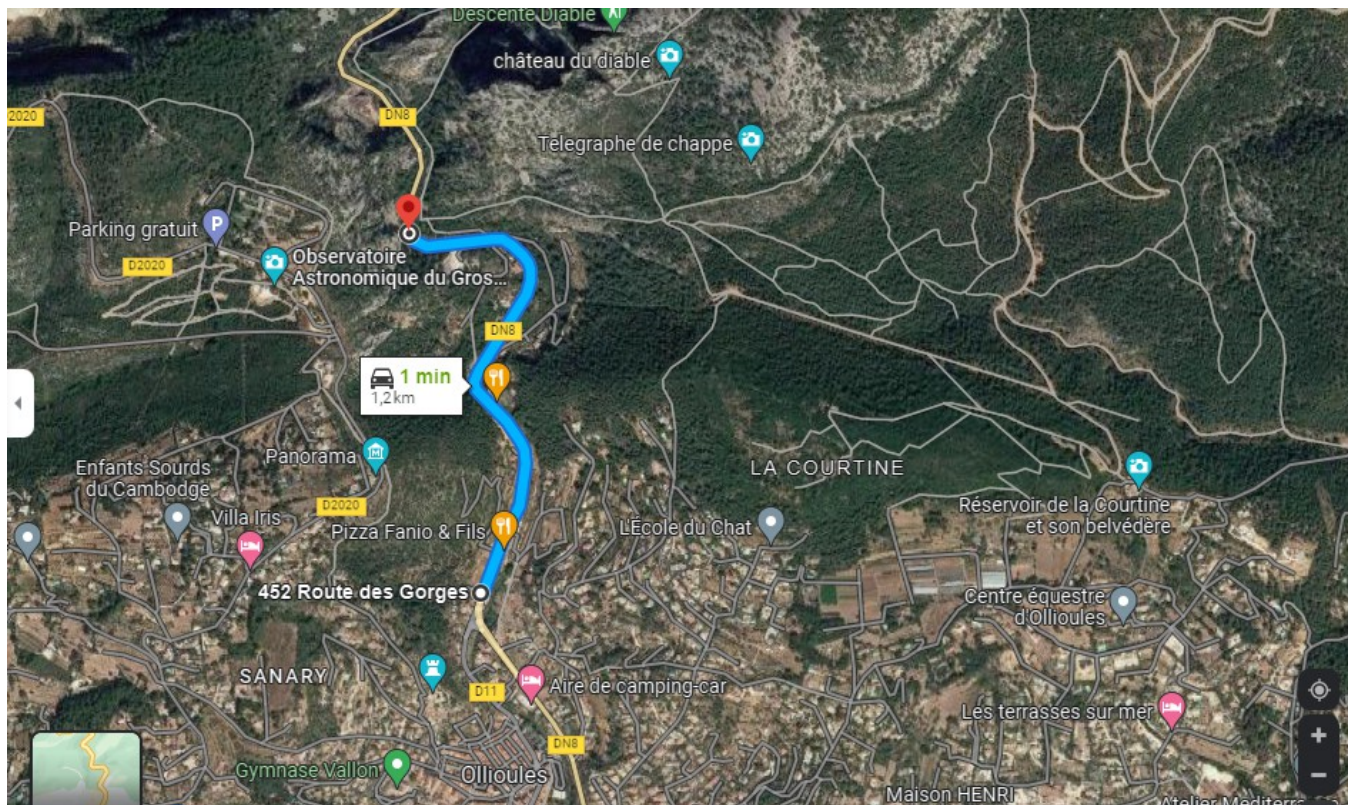
Pour le Président du Conseil départemental

**Ludovic PONTONE  
Conseiller départemental  
Président de la commission mobilités et  
infrastructures routières (territoire  
métropolitain)**



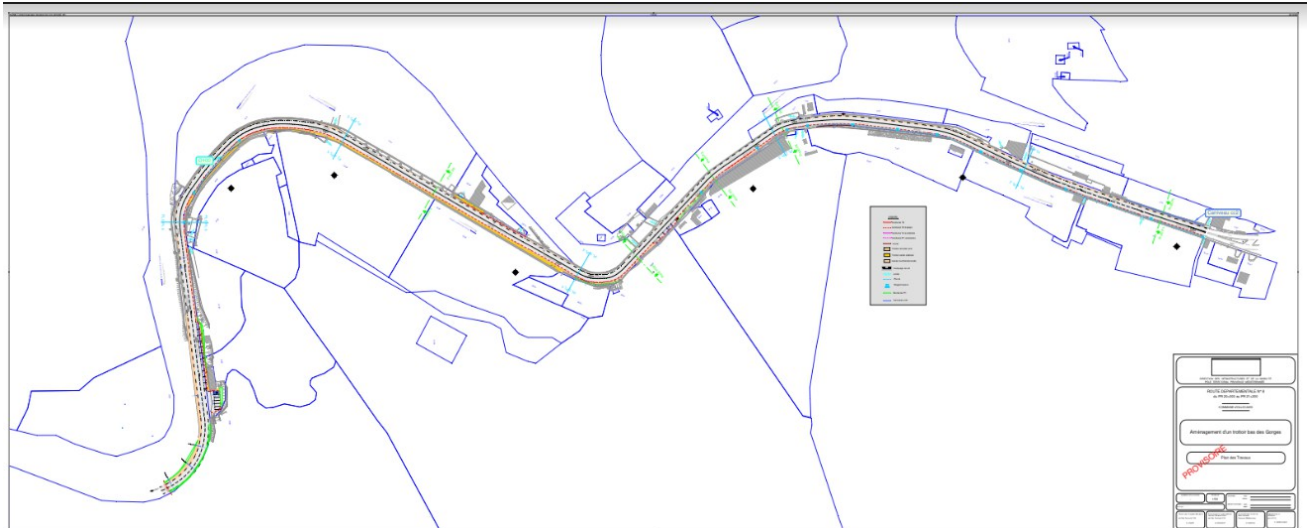
## ANNEXE 1 – Plan de situation

### Vue aérienne-Ollioules



## ANNEXE 2 - Plan projet

### Esquisse -Ollioules RD11-RDN8



### ANNEXE 3 – Constat de réalisation de

Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Il a été constaté que :

Les travaux décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les travaux décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le représentant de la Commune

Le chef du pôle Provence Méditerranée

Le maire ou son représentant légal

(1) Rayer la mention inutile